

Solidarité Migrants - Collectif 06

Les associations, mouvements, collectifs, syndicats, partis politiques soussignés, à l'appel de *Roya Citoyenne*, décident de créer le collectif : « *Solidarité Migrants - Collectif 06* »

Ce Collectif a pour but de faire face à la pression policière, judiciaire et politique qui s'acharne contre les migrant-e-s et réfugié-e-s, ainsi que de défendre les individus et associations qui les aident face aux attaques de l'extrême droite, à la surveillance militaire et policière permanentes, aux condamnations et amendes, aux contrôles, gardes à vue et perquisitions répétées. Ce collectif a pour but, aussi et surtout, d'élargir et de regrouper tout à la fois les énergies déjà présentes et en construction pour venir en aide aux migrant-e-s et réfugié-e-s présent-e-s sur son territoire, en d'autres lieux, ainsi que sur d'autres frontières.

Solidarité Migrants- Collectif 06 propose à ces organisations amies le texte fondateur suivant :

La guerre économique mondiale menée par les pays riches, les transnationales prédatrices, les dettes illégitimes et odieuses, les politiques néocoloniales, le pillage des richesses, la corruption des potentats locaux et les dérèglements climatiques forcent à l'exil des populations sans avenir dans leur pays d'origine. Mais surtout, depuis plusieurs années, les guerres et massacres en tout genre ont provoqué des dizaines de milliers de mort-e-s et des déplacements massifs de population jusqu'aux portes de l'Europe qui aujourd'hui ferme ses frontières.

Le combat mené par les associations a permis des victoires juridiques, mais le gouvernement de notre pays est dans le déni de notre histoire et de nos valeurs humanistes : il s'obstine à passer outre la légalité en refusant l'accès même au statut de réfugié inscrit dans la loi.

Ne trouve-t-il pas, cet État, des policier-e-s et des magistrat-e-s pour empêcher et punir ceux de nos concitoyen-ne-s qui, au sein de collectifs ou isolé-e-s, en s'appuyant sur la loi, aident et sauvent dans l'urgence humanitaire ces malheureux-ses rejeté-e-s par les politiques européenne et française anti-migrant-e-s ? Ils peinent à faire entendre, seul-e-s, le devoir de solidarité, l'obligation de responsabilité, le principe de fraternité.

Arrivé-e-s en France, au « pays des droits de l'homme », les réfugié-e-s sont l'objet d'une scandaleuse chasse au faciès et reconduit-e-s aux frontières en toute illégalité.

Les signataires du présent appel rappellent les deux principes fondamentaux de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 que sont la liberté de circulation et de résidence, formulées dans son article 13, et que la France s'est engagée à respecter. De même, nous exigeons le respect de la convention internationale de Genève sur le droit des réfugié-e-s.

Pour cela, sans oublier les conditions de pauvreté extrême vécues par nombre de nos concitoyen-ne-s pour lequel-le-s nous exigeons aussi le respect du droit au logement, tel qu'il est inscrit dans la Constitution et trop souvent oublié par les pouvoirs publics, ainsi qu'à une vie décente, les signataires exigent :

- le respect impératif du droit à la protection de tout-e mineur-e, quelle que soit son origine, et le refus de toute maltraitance, en application de la Convention internationale des droits de l'enfant ;
- la possibilité pour toute personne de présenter sa demande d'asile dès la frontière ;
- l'accès immédiat aux soins dont le besoin est constaté, ainsi que le droit à l'hébergement. Le respect du droit au travail, pour toute femme et tout homme démunie et sans ressource suffisante pour vivre ;
- la suppression de la convention de Dublin ;
- l'abrogation des traités de la honte de la France et de l'UE externalisant les demandes d'asile vers la Turquie, le Soudan, la Lybie et autres dictatures ;
- l'arrêt de la répression et des condamnations à l'encontre des structures associatives ou des individus qui manifestent leur solidarité, dans le respect de la loi envers des étrangers en situation de désespérance.

Partout où cela sera possible portons nos revendications légitimes.

Ne nous laissons pas imposer une dérèglementation libérale.

Les peuples sont devant l'impérieuse nécessité d'assurer par et pour eux-mêmes la prise en main de leur destin.

Avec une vision fraternelle, construisons chacun-e à notre niveau mais aussi ensemble, du local au planétaire, une société capable d'assurer la paix et une juste place à l'humain.

Cette société sera démocratique, respectueuse des droits fondamentaux et du patrimoine commun planétaire.

Premier-e-s signataires :

ATTAC France –Citoyens solidaires 06 – Défends Ta Citoyenneté - FCPE – FSU 06 - Ligue des Droits de l'Homme Paca (LDH) - Mouvement de la Paix - MRAP 06 – RESF 06 - Roya Citoyenne – Syndicat des Avocats de France (SAF) – Solidaires 06 ...

Avec le soutien de :

Alternatives et Autogestion – Ensemble ! 06, Europe Ecologie Les Verts 06, La France Insoumise 06, NPA 06, Parti de Gauche 06, Tous citoyens ...